



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 28 juin 2022

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	43

**2022 - 123 AMENAGEMENT - APPROBATION DE LA MODIFICATION N° 1
DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE (RLP) DE GRASSE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 21 juin 2022, s'est réuni le mardi 28 juin 2022 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°82 à N°86)
Madame Mélanie ZARRILLO
(Prend part aux délibérations N°82 à N°86)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Nicolas DOYEN
Monsieur Franck BARBEY
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENT SANS PROCURATION :

/

PROCURATION :

Monsieur Nicolas DOYEN à Madame Valérie COPIN
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Madame Mélanie ZARRILLO à Madame Annie OGGERO-MAIRE
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD
Monsieur Jean-Paul CAMERANO à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 29 mars 2022.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

/

DU 28 JUIN 2022

**AMENAGEMENT - APPROBATION DE LA MODIFICATION N° 1
DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE (RLP) DE GRASSE**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La ville de Grasse dispose depuis 1994 d'un Règlement Local de Publicité qui a été révisé en 2017, pour tenir compte notamment de l'évolution de la législation et de l'évolution des techniques en matière de publicité. Ce règlement a permis, depuis près de 5 ans, de limiter la place de la publicité extérieure dans le paysage et une amélioration sensible de la qualité du cadre de vie.

L'application du RLP a aussi permis d'identifier certains points nécessitant des ajustements afin de renforcer la réglementation de 2017 avec une volonté politique affirmée d'embellir l'environnement des habitants de Grasse. Le projet de modification n° 1 du RLP a donc pour objectif d'améliorer certaines dispositions du RLP afin de mieux protéger et mettre en valeur le paysage de la commune.

Ce projet a été transmis aux personnes publiques associées qui ont rendu un avis favorable. Il a également été soumis à une enquête publique pour laquelle le commissaire enquêteur désigné par le Tribunal Administratif de Nice a rendu son rapport assorti d'un avis favorable.

L'ensemble des étapes de la procédure de modification n° 1 du Règlement Local de Publicité ayant permis d'aboutir à un large consensus, il est proposé au conseil municipal d'approuver la modification n° 1 du Règlement Local de Publicité.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
AMENAGEMENT	Sans incidence	

Madame Murièle CHABERT expose :

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-21 et L.2122-22, relatifs aux attributions exercées par le Maire au nom de la commune sous le contrôle du conseil municipal,

Vu la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement, dite loi Grenelle II,

Vu le décret du 30 janvier 2012 relatif à la publicité extérieure, aux enseignes et aux pré-enseignes,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 581-1 et suivants et R. 581-1 et suivants,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 103-2 et suivants, L. 153-1 et suivants et R.153-1 et suivants,

Vu la délibération du 12 décembre 2017 approuvant la révision du Règlement Local de Publicité,

Vu la notification du projet de modification du RLP aux Personnes Publiques Associées le 7 septembre 2021,

Vu la décision de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Nice en date du 8 octobre 2021 désignant Monsieur Raoul DUFFAUD en tant que commissaire enquêteur, en vue de l'enquête publique relative au projet de modification n° 1 du RLP de Grasse,

Vu l'arrêté de Monsieur le Maire de Grasse du 27 décembre 2021 portant organisation de l'enquête publique relative au projet de modification n° 1 du RLP de Grasse,

Vu les avis favorables de l'intégralité des personnes publiques associées dans le cadre de la procédure de consultation relative au projet de modification n° 1 du RLP de Grasse,

Vu le rapport et les conclusions de Monsieur le commissaire enquêteur en date du 16 mars 2022 donnant un avis favorable sans réserve.

Considérant les objectifs de la modification n° 1 du RLP qui, sans entraver la liberté d'entreprendre, porte sur les 7 points suivants :

1. Augmenter la protection de l'avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny et de l'avenue Georges Pompidou
2. Augmenter la protection des paysages le long du boulevard Carnot, de l'avenue Mathias Duval, du boulevard Victor Hugo et du boulevard Maréchal Leclerc
3. Renforcer la règle de densité publicitaire
4. Compléter les dispositions sur les dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol
5. Compléter les dispositions sur les publicités ou pré-enseignes apposées sur clôture aveugle
6. Renforcer les dispositions en matière d'enseignes sur clôture
7. Ajout d'une annexe rappelant les éléments de procédure

Hormis ces points, les autres éléments du règlement demeurent inchangés.

Considérant qu'une observation émise lors de l'enquête publique justifie une adaptation mineure du projet de modification n° 1 du RLP, à savoir :

- La demande de suppression d'une nouvelle règle intégrée à l'article 16 du règlement rendant obligatoire les dispositifs « mono-pieds » pour les publicités scellées au sol ou installées directement sur le sol.

Considérant que le projet de modification du RLP tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé,

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 9 juin 2022,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la modification n° 1 du règlement local de publicité telle qu'annexée à la présente délibération ;
- **DIRE** que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R153-21 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le département et de sa publication au recueil des actes administratifs ;
- **DIRE** que conformément à l'article L 581-14-1 5° du code de l'environnement, le RLP modifié, une fois approuvé, est annexé au Plan Local d'Urbanisme et que, conformément à l'article R 581-79 du code de l'environnement, il sera mis à disposition sur le site internet de la commune ;
- **DIRE** que la présente délibération et les dispositions engendrées par le RLP, seront exécutoires après :
 - sa transmission à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes,
 - l'accomplissement des mesures de publicité (affichage en mairie durant un mois, insertion dans un journal diffusé dans le département).

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le **29 JUIN 2022**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

